

15 décembre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conseil européen des 14 et 15 décembre 2023.

Bonjour mesdames et messieurs, merci d'être là.

Nous sortons de ce dernier Conseil européen de l'année avec plusieurs sujets structurants pour le long terme et la souveraineté européenne. Mais avant toute chose, permettez-moi ici de dire nos condoléances à la famille d'Elia Toledano puisque l'un de nos otages qui, vous le savez, restait une source d'espoir, a été retrouvé ce matin, malheureusement décédé. Donc je veux adresser de notre part toutes nos condoléances les plus sincères à la famille d'Elia Toledano. Nous avons encore trois otages qui sont détenus par le Hamas et je veux ici redire la détermination de la France à tout faire pour les libérer.

Je le disais, ce Conseil européen a abordé plusieurs sujets. Mais évidemment, le coeur de ces derniers était la question de l'Ukraine et de notre soutien à la fois politique et financier à l'Ukraine et aux Ukrainiens dans le contexte que nous connaissons tous.

A cet égard, nous poursuivons le travail indispensable et qui est à mes yeux un acquis des deux dernières années, qui est l'unité et le soutien très clair des Européens aux Ukrainiens. C'est ce que nous avons enclenché sous la présidence française, avec des décisions immédiates de sanction et de soutien. C'est ce que nous avons ensuite pu conduire avec la perspective européenne reconnue au sommet de Versailles, puis notre déplacement à trois avec l'Allemagne et l'Italie, qui avait permis ensuite de reconnaître le statut de candidat à l'Ukraine à l'Union européenne.

Le Conseil a permis sur ce sujet d'une part, d'acter le principe de l'ouverture des négociations d'adhésion. Aujourd'hui, six des sept conditions qui étaient posées à l'Ukraine ont été remplies, selon la Commission, de réaffirmer notre volonté de maintenir en Europe un soutien militaire à court terme et dans la durée de concrétiser rapidement nos engagements de sécurité.

Le maintien de la pression sur la machine de guerre russe à travers l'adoption d'un 12. paquet de sanctions contre la Russie permettant de mieux lutter contre les contournements et qui cible en particulier le commerce de diamants et le soutien diplomatique au plan de paix ukrainien et aux efforts de conviction de Kiev vis-à-vis des États tiers.

C'est un message politique du Conseil européen qui a été permis en décidant aussi d'ouvrir les négociations d'adhésion pour la Moldavie et de permettre les avancées pour la Bosnie Herzégovine et la Géorgie. La Bosnie-Herzégovine, là aussi, quand les conditions sont remplies, comme la Moldavie, et le statut de candidat qui est reconnu à la Géorgie.

Cette étape est importante et la décision d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine, je le disais, est prise. Elle répond aussi aux réformes que l'Ukraine a continué de mener et aux progrès mesurés par la Commission. La Hongrie a fait le choix de ne pas participer à la décision concernant l'Ukraine et donc de ne pas bloquer l'unité des Européens. Cette étape sera maintenant suivie par l'adoption du cadre de négociation, puis par la tenue d'une conférence intergouvernementale d'adhésion. Mais c'était là la première étape qui nous permet d'envoyer ce signal positif à l'Ukraine.

Le Conseil européen a également donné un signal très clair sur les réformes à mener en parallèle de l'élargissement, et j'insiste sur ce point que la France a défendu constamment ces dernières années. C'est que nous actons à la fois un mouvement d'élargissement qui a ses mérites propres et qui répond à une logique géopolitique, mais aussi notre volonté de réformer notre Union européenne pour améliorer son efficacité et ses capacités à agir. C'est indispensable, si je puis dire, d'ores et déjà aujourd'hui. Ça l'est rendu encore plus avec la perspective d'un élargissement.

Nous avons donc demandé à la présidence belge du Conseil de l'Union européenne de travailler à l'adoption d'une feuille de route d'ici l'été 2024 pour donner une vision politique commune de ce que devrait être une Europe élargie et de ces mesures concrètes, de ces transformations concrètes du fonctionnement de notre Union.

Sur le cadre financier pluriannuel, il y a eu un accord des 26 sur la boîte de négociation et donc la possibilité sur des priorités climat, migrations, souveraineté, défense et quelques autres de procéder à des redéploiements, mais aussi à des mises de fonds supplémentaires et l'aide à l'Ukraine. La boîte prévoyant, vous le savez, 17 milliards euros de dons et 33 milliards d'euros de prêts. Cette boîte a été bloquée par la Hongrie. C'est le choix qui a été fait hier. Et au fond, nous avons décidé de geler cette boîte de négociations des 26 et de renvoyer en tout début d'année prochaine la discussion sur celle-ci, considérant que nous pouvions avoir des conditions de discussion plus favorables et obtenir un accord des 27 sur cette base qui nous paraît être la plus équilibrée et la plus propice. L'équilibre qui a été stabilisé permet en tout cas de répondre à nos objectifs de mettre en oeuvre le paquet asile migration, et en particulier agir conjointement avec les pays d'origine et de transit. Et ce qui est prévu sur la migration est très important pour l'efficacité de nos politiques. Évidemment, poursuivre le soutien à l'Ukraine et financer la défense, l'innovation, etc. De toute façon, nous avons les moyens, ils ont été prévus — je le dis par ailleurs, et je pourrai y revenir si des questions se posent — de continuer d'assurer dans les prochains mois le soutien à l'Ukraine et aux Ukrainiens, qui n'est pas bloqué par la décision d'aujourd'hui. Je tiens ici à le dire.

Le Conseil européen a ensuite fait longuement, ce matin, un point sur la situation au Proche-Orient. Les Européens, ce n'est pas un secret, n'ont pas une vue unanime sur ce qui se passe dans la région. Mais je crois qu'on a des objectifs qui sont unanimes : la sécurité d'Israël, la paix et la sécurité de la région, et la défense du droit international et du droit humanitaire. Tout simplement compte tenu des sensibilités et des histoires diplomatiques que je respecte et que chacun respecte, les conséquences que chacun tire de ces principes que nous partageons tous, de ces objectifs que nous partageons, ne sont pas tout à fait les mêmes, ce qui fait que nous avons fait le choix d'une déclaration du président.

Mais la France continue à avoir une position extrêmement claire que je vais rappeler : priorité à la libération des otages et une initiative de paix et de sécurité pour tous qui passe par un travail commun sur la lutte contre le terrorisme, le Hamas, mais tous les groupes qui menacent la sécurité d'Israël et de la région. À ce titre, j'ai proposé que nous coordonnions mieux notre action pour lutter contre les actions terroristes dans le détroit d'Ormuz et en Mer Rouge.

Vous le savez, il y a quelques jours, c'est la marine française qui a intercepté des drones houthis qui s'apprêtaient à frapper un navire norvégien. Donc, c'est dans le cadre des opérations que nous menons. Plusieurs autres Européens, les Américains aussi mènent des opérations. Je pense que nous aurions à gagner à mieux réarticuler nos dispositifs pour permettre vraiment cette réponse en termes de sécurité car aujourd'hui, si un groupe terroriste hors Hamas est très actif dans la région et vient déstabiliser, pas simplement Israël, mais les Américains à nous tous, ce sont les houthis et donc, il est très important que nous contribuions à celle-ci. Ce qui crédibilise aussi la proposition que la France a faite dès le mois d'octobre d'avoir un pilier sécuritaire dans la réponse à la situation régionale. J'ai fait cette proposition ce matin. Elle a été reprise par le président du Conseil et plusieurs membres et par le Haut représentant. Et donc nous allons travailler à une coordination européenne pour l'action justement afin d'améliorer nos opérations en mer et lutter contre ces actions terroristes. Nous continuons aussi, évidemment, d'agir contre les différentes milices et les actions de déstabilisation.

Je serai moi-même dans quelques jours dans la région, aux côtés de nos forces qui sont déployées depuis plusieurs années, depuis que nous nous battons contre Daesh, en Jordanie.

Nous avons ensuite sur la partie humanitaire, insisté, c'est le deuxième pilier de l'initiative française sur là aussi, l'importance de nous coordonner.

Nous avons envoyé plusieurs dizaines de millions de tonnes de fret humanitaire et médical dans la région et nous avons accru de plusieurs dizaines de millions notre aide à l'UNRWA. Nous avons aussi des initiatives ad hoc, comme le déploiement du Dixmude, qui est aujourd'hui sur les côtes égyptiennes, juste à la frontière, et qui, au moment où je vous parle, accueille une trentaine d'enfants et d'adultes malades ou très blessés et donc permet de participer de cette offre humanitaire. Nous avons aussi une action coordonnée avec les Jordaniens, les Emirats Arabes unis et le Qatar sur le sud de Gaza pour des opérations de santé et de déploiement hospitalier. Et j'ai proposé que nous ayons une articulation là entre Européens sur ce sujet car il y a plusieurs initiatives qui sont faites par les Italiens, les Grecs, les Chypriotes et plusieurs autres. Je pense que nous gagnerions à les structurer.

Enfin, il y a une volonté partagée par tous les membres d'avancer sur la réponse politique. Et là aussi, nous avons été plusieurs à proposer qu'il y ait une coordination du travail pour justement avancer sur la solution des deux États et engager avec l'ensemble des partenaires de la région. Nous avons également échangé sur la sécurité et la défense européenne pour affirmer notre souveraineté. C'est une des ambitions dans la continuité de l'agenda de Versailles et de la boussole stratégique, de finaliser sous présidence française.

Nous devons fournir un effort industriel beaucoup plus substantiel pour renforcer nos capacités de production, la résilience de nos chaînes de production et notre capacité à avoir un soutien dans la durée à l'Ukraine. Et pour inciter les industriels à investir massivement, l'enjeu est très clairement de crédibiliser l'existence d'une demande européenne par l'adoption d'une stratégie industrielle de défense européenne que la Commission présentera début 2024, par un programme européen d'investissement de défense, et par une préférence européenne assumée au sein des instruments et la mise en place d'acquisitions conjointes. Et ça, ce sont les briques, si je puis dire, qu'on a consolidées ces dernières années et que l'agenda de Versailles a permis d'accélérer.

Nous avons également eu un échange sur les migrations face à l'augmentation des franchissements irréguliers des frontières de l'Union européenne et alors que le nombre de demandes d'asile est à son niveau le plus élevé depuis 2016, la réponse doit être collective et européenne. Sur ce sujet, je tiens à le dire, au moment où notre pays a beaucoup de débats qui sont tout à fait légitime sur le sujet, tous les débats nationaux que nous pouvons avoir ne doivent pas nous faire oublier que le coeur de la réponse pour lutter contre l'immigration est européen. Et nous qui sommes plutôt un pays de mouvements secondaires comme on dit avons à cet égard, un combat lié avec les pays d'arrivée primaire. Et c'est toute la philosophie de ce que la France a porté sous sa présidence, en débloquent d'ailleurs une partie du pacte asile et immigration et en permettant d'avancer. C'est cet ensemble-là que nous sommes en train de finaliser. Et j'espère que les prochains jours nous permettront d'y arriver parce que nous souhaitons avoir une politique plus robuste qui nous permet de mieux maîtriser les flux. Ce que nous sommes en train de finaliser en Européens est très important parce que c'est au fond la capacité à beaucoup mieux enregistrer les personnes qui arrivent sur le sol européen, à avoir des procédures beaucoup plus sécurisées, à avoir des échanges d'informations beaucoup plus sécurisés, à avoir un filtrage beaucoup plus clair et avoir des procédures de retour beaucoup plus efficaces que celles que nous avons aujourd'hui. Donc, c'est une réforme de ce volet qui est clé. En même temps, on a le volet d'arrivée primaire, on a le volet externe et là-dessus, nous avons aussi des ambitions que nous avons commencé à déployer en utilisant les leviers des financements de l'Union européenne, à l'exemple de ce que nous faisons par exemple à l'égard de la Tunisie ou de l'Égypte, avec là aussi des financements ad hoc et la volonté de mieux maîtriser les flux.

Enfin, nous avons échangé sur un agenda stratégique européen que nous adopterons après les élections européennes pour guider le travail des institutions européennes pour les cinq prochaines années. Nous l'avons vu ces dernières années, l'Union a connu des crises, des transformations inédites, la pandémie, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, évidemment aujourd'hui la guerre au Proche-Orient.

Elle a mené des transformations profondes, celles sur le climat, avec à l'agenda, le Pacte vert, et notre agenda commun et nos régulations et investissements communs et évidemment les transitions digitales. La réponse jusqu'à présent a été aussi rapide que possible et unie. Mais très clairement, les années qui sont devant nous vont encore accroître les défis et la nécessité d'avoir une unité et une vraie politique de souveraineté européenne. C'est pourquoi cet agenda stratégique est à mes yeux essentiel. J'aurai l'occasion d'y revenir plus longuement dans les prochaines semaines.

Dans ce cadre, et pour terminer, je voudrais avoir un mot pour féliciter des conclusions de la COP 28 qui s'est tenue à Dubaï et qui s'est finie ces derniers jours. Cette COP était importante, elle était risquée et elle a permis d'avancer de manière très claire sur, en tout cas, un engagement international, sur la sortie des énergies fossiles. La France, comme vous le savez, soutient cet agenda de sortie, d'abord du charbon, puis du pétrole et enfin du gaz à l'horizon 2050. Nous avons d'ailleurs, nous, à crédibiliser cet agenda en européen et il faut tenir l'agenda de sortie complet du charbon en 2030 pour les pays riches et tout faire pour infléchir dans les prochaines années l'augmentation des capacités de centrales à charbon. C'est le coeur de la bataille. À cet égard, la COP a aussi permis d'avoir un agenda clair en matière d'augmentation de nos capacités de renouvelables et de nucléaire, qui sont les deux piliers de notre stratégie énergétique et ceux que nous avons aussi, ces dernières années, su défendre au niveau européen avec une plus grande neutralité qu'elle n'était initialement envisagée et qui, je crois, sont la clé pour que l'Europe soit tout à la fois souveraine, compétitive et neutre en carbone à l'horizon 2050.

Je vais maintenant répondre à toutes vos questions.

Journaliste

Sur l'Ukraine, est-ce que nous n'assistons pas à une victoire de façade étant donné que Viktor ORBAN vient de dire qu'il voulait corriger la décision et dispose encore de plusieurs véto dans le processus d'adhésion ? Et vous l'avez dit vous-même, nous n'avons pas encore d'accord sur les 50 milliards pour l'Ukraine. Deuxièmement, une question un peu plus nationale, qu'est-ce que vous dites aux Français, particulièrement aux agriculteurs français, qui sont inquiets de l'élargissement à l'Ukraine, qui est une grande nation agricole ? Merci.

Emmanuel MACRON

Sur la deuxième question, nous sommes très loin aujourd'hui, de toute façon de cela, nous avons toujours défendu une politique agricole qui s'est d'ailleurs beaucoup modernisée et qui permet d'accompagner la transition du secteur. Je tiens à la souveraineté agricole européenne. Et donc, nous l'avons défendue lors de la dernière PAC et nous continuerons de la défendre, c'est-à-dire accompagner notre capacité à produire une alimentation de qualité et qui répond à nos objectifs climatiques et de biodiversité. Nous sommes très loin d'un élargissement effectif à l'Ukraine. Et je l'ai dit, de toute façon, quelques élargissements que ce soit, supposera une réforme en profondeur de nos règles. Et donc, ça ne sera possible soit qu'avec une augmentation massive des financements, soit avec un changement des règles et des mécanismes qui sont aujourd'hui les nôtres. Donc ça ne se fera pas au prix de notre agriculture. C'est une certitude. J'ai vu que l'argument était d'ailleurs utilisé à dessein par Monsieur ORBAN, mais ça ne doit pas nous empêcher de nous penser géopolitiquement. Est-ce que l'Europe aujourd'hui peut se penser sans cette perspective ? Non.

Ce qui me permet de faire le lien avec votre première question. Je n'ai pas crié victoire si vous m'avez bien entendu. Je pense que nous avons un risque, c'est qu'il y ait dans un moment très difficile pour l'Ukraine une réponse qui est politique, qu'il n'y a pas de valeur juridique. La réponse juridique, c'est l'ouverture de la conférence intergouvernementale. Mais politiquement, on aurait pu avoir un non. On a eu « un oui ». Et je crois à cet égard que le premier ministre ORBAN a fait ce qu'il nous avait dit qu'il ferait et il dit : « je ne bloquerai pas l'unanimité. » Mais la question, c'est de savoir comment nous avançons collectivement. Et pour moi, les prochains mois sont des mois décisifs pour la Hongrie et pour nous. Pour la Hongrie parce que je crois que nul ne peut dire, et je le dis d'ailleurs à nos amis hongrois : la Hongrie a été respectée durant ce conseil. Elle a une voix portée par son premier ministre. C'est normal. Il défend ses intérêts. Il a été écouté, il a demandé un débat stratégique. Nous l'avons eu. Sa voix était respectée. Ce respect implique des responsabilités et donc, moi j'attends de Viktor ORBAN dans les prochains mois précisément, qu'étant respecté, que ses intérêts légitimes en même temps que ses devoirs étant pris en compte, il se comporte en européen et qu'il ne prenne pas en otage des avancées politiques. Si les conditions qui sont objectivement posées et mesurées par la Commission ne sont pas remplies, il n'y aura pas d'ouverture des négociations. Et nous avons toujours été clairs. C'est un processus qui est basé sur le mérite. Par contre, si ces règles sont remplies, et moi je lui ai posé la question, il m'a dit qu'il ne bloquerait pas si c'était le cas. Si les 7 règles sont remplies, alors il faudra pouvoir ouvrir les discussions. De la même manière sur le budget, il faudra trouver un accord. Nous avons toujours su le faire et je pense qu'en février, ou en tous cas en début d'année, je ne veux pas préempter la date, ce sera sans doute plus simple. Je veux collectivement croire qu'il saura au-delà des postures, se montrer responsable dans la mesure où il est respecté. Et puis nous, en Européens, nous aurons un moment de toute façon, la question de vérité. Et je pense que nous ne devons pas céder ni à nos intérêts stratégiques, ni à nos valeurs, ni à nos textes constitutifs quand il y a la volonté de nous bloquer totalement et d'ailleurs nos traités nous permettent, in fine, de continuer d'avancer, voilà.

Journaliste

Une question sur Viktor ORBAN justement, puisque vous l'évoquiez. Qu'est-ce que ça dit, finalement, il a quitté la salle, la décision a été prise sans lui, qu'est-ce que ça dit de la démocratie européenne et de votre relation à Viktor ORBAN ? On a l'impression que ce sera un peu en trade-off ? Qu'est-ce qui vous fait penser qu'effectivement il va faire ce qu'il a dit qu'il allait faire dans les prochains mois ?

Emmanuel MACRON

La possibilité de s'abstenir sur des décisions pour ne pas les bloquer est quelque chose que nous avons déjà utilisé, voudrais-je dire, au moment même où nous avons réparti les emplois les plus importants autour de la table du conseil, ça nous est arrivé, parce que je rappelle que la chancelière MERKEL, elle-même, n'avait pas pu prendre part au vote pour la présidence de la Commission européenne, n'ayant pas l'accord de ses partenaires de coalition. Je dis ça pour mémoire. On finit par être ancien. Donc c'est déjà arrivé, ça existe. Et... Bien sûr, elle s'est abstenue. Il a d'ailleurs précisé, c'est une abstention. Et donc sur ce volet-là, c'était, je crois, que ça correspond à ce que lui-même avait dit, il aurait pu bloquer. Il ne l'a pas fait. Donc il a laissé l'Europe envoyer un signal politique positif à l'Ukraine. Ce qui, à cet égard, est, je crois, un élément important, et il n'a pas décidé de mettre son veto. Mais il l'avait d'ailleurs dit dans les colonnes de vos confrères français il y a quelques jours, à cet égard, il est cohérent. Moi, je pense qu'il faut continuer à avancer, travailler d'arrache-pied. Je crois dans la vertu du dialogue, du travail et de l'esprit de responsabilité. Et donc, je pense que nos débats aujourd'hui ont permis de lever des ambiguïtés qui pouvaient exister. Ils ont permis d'aller dans le détail aussi des conditions qui avaient été demandées à l'Ukraine, du rapport de la Commission européenne, des retours qui étaient faits. Donc il y a un travail approfondi. Il y a des divergences de vues qu'on réduit ce faisant. Et donc moi, je pense que ce conseil a été utile pour les discussions de fond qu'il a permis sur ce sujet. Et c'est ce qui me rend confiant de ce qu'on pourra obtenir en début d'année. Donc nous allons avec plusieurs collègues, avec la présidence du Conseil et la Commission, nous engager pour avoir un résultat. Donc je pense qu'il faut continuer d'avancer et de travailler d'arrache-pied. Et moi, j'ai confiance dans l'esprit de responsabilité et notre capacité à obtenir un accord.

Journaliste

Vous avez été l'un des derniers chefs d'Etat occidentaux à poursuivre le dialogue avec Vladimir POUTINE après l'invasion de la Russie. Hier, lors d'une conférence de presse, il a répondu à notre correspondant en vous imputant la rupture des échanges entre la France et la Russie. « Nous ne déclinons pas les contacts, dit-il. S'il y a un intérêt, alors nous sommes prêts ». D'abord, que pensez-vous de sa déclaration ? À quelles conditions accepteriez-vous de renouer le dialogue avec Vladimir POUTINE et surtout, sur quels sujets pensez-vous que cela serait utile ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Je vais être très simple. Ce n'est pas moi qui ai déclenché la guerre de manière unilatérale et en rompant les traités que j'avais décidé. Et ce n'est pas la France qui a décidé de mener des crimes de guerre dans le nord de l'Ukraine, rendant quasiment impossible les discussions. Bon, il faut être sérieux. Et donc moi j'ai une phrase simple. Je n'ai pas changé de numéro. Et si le président POUTINE a des propositions sérieuses, une volonté de réengager un dialogue qui permet de bâtir la paix respectueuse du droit international, La France sera toujours une puissance qui aidera et qui ne ménagera pas ses efforts pour obtenir un résultat comme nous l'avons fait durant toutes les années qui ont précédé le conflit en étant une des puissances de médiation du désaccord de Minsk dans le format dit « Normandie ». Et comme je l'ai fait pendant plusieurs semaines, même plusieurs mois après le déclenchement de la guerre en février. Et donc, si le président POUTINE a une volonté de dialoguer et des propositions sérieuses pour avancer et sortir du conflit et bâtir une paix durable, c'est-à-dire respectueuse du droit international et donc des intérêts et de la souveraineté ukrainienne, je prendrai l'appel.

Journaliste

Une question sur la situation politique en France. Vous avez fait savoir que vous ne souhaitez pas l'utilisation de l'article 49.3 pour faire passer la loi immigration. Pourquoi ce changement de position sur un article que vous avez toujours soutenu, quel que soit le type de texte ? Et puis, par ailleurs, votre Gouvernement apparaît divisé depuis quelques jours. Vous n'avez pas la garantie du soutien de votre majorité sur ce texte. La faute à qui ? La vôtre ? Celle de la Première ministre ? Celle du ministre de l'Intérieur ? Garde-t-il votre confiance aujourd'hui ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

D'abord, j'ai toujours défendu l'article 49.3 et l'utilisation des textes de la Constitution parce que je pense que c'est une bonne chose. Maintenant, il y a des contextes et c'est simple. Le jeu des oppositions, et je veux ici dire l'immense responsabilité qu'ont prise deux forces historiques de Gouvernement. Je dis historique parce qu'elles ont décidé de ne plus l'être, en ne venant pas aux Rencontres de Saint-Denis et en faisant le choix de voter avec La France Insoumise et le Rassemblement national, le Parti socialiste et Les Républicains ont décidé de se joindre et donc de refuser tout dialogue. Et aussi vrai que j'ai assumé l'utilisation de l'article 49.3 pour le vote final sur une loi des retraites qui a été l'une des plus débattues de la cinquième, ce ne serait pas sérieux de passer un texte sensible en 49.3 alors que les oppositions ont tout fait pour qu'il n'y ait pas de débat. Vous voyez, j'essaie d'être cohérent, moi. En tout cas, je pense que ça a été un jeu d'obstruction et de refus de dialogue que les Français ne peuvent pas comprendre. Donc moi, je ne comprends pas non plus. Parce qu'on peut être d'accord ou pas d'accord, mais je trouve que c'est bizarre de ne pas dialoguer. Maintenant, moi je suis pour le résultat et le pragmatisme. Notre pays a besoin d'améliorer ses règles pour mieux lutter contre l'immigration illégale, les trafiquants et au fond tous ceux qui profitent de la misère du monde et qui affaiblissent notre système en mettant trop de pression sur lui. Et donc, nous avons besoin d'améliorer nos règles.

Et d'ailleurs, les Français plébiscitent les éléments clés qui sont dans le projet du Gouvernement. C'est pourquoi j'ai demandé à la Première ministre, au ministre de l'Intérieur, à l'ensemble des forces, de finaliser dans les prochains jours un dialogue et d'essayer d'avoir une commission mixte paritaire qui permettra ensuite d'aller au vote et puis j'en tirerai les conséquences. Je ne vais pas faire le travail du Gouvernement et du Parlement ou faire de la politique fiction. Ce que je sais, c'est qu'il y a un Gouvernement qui est au travail, ministre qui n'a pas ménagé sa peine, une majorité qui ne s'est jamais divisée, jamais sur ce texte comme sur les précédents, et c'est une grande force et un travail qui est en cours — donc, il faut laisser le travail se faire — et qui a su engager des discussions avec sa majorité, mais aussi avec les forces d'opposition avec qui on était prêt à revenir pour trouver un dialogue et un compromis. Donc voilà, je suis favorable à ce qu'un compromis intelligent soit trouvé au service de l'intérêt général et du pays et qu'il nous permette d'avoir un texte qui améliore notre fonctionnement commun et permet de mieux protéger les Français. C'est ça qui m'importe et c'est ça dont je suis le garant. Je rappellerai par ailleurs qu'il ne faut pas séparer ce que nous sommes en train de faire en France de ce que nous avons bâti et ce que nous sommes en train de finaliser en européen parce que tout ça n'est qu'une chose. Mais la France, je le disais, est un pays d'arrivée secondaire et je veux insister sur le fait que nous avons obtenu des résultats sous notre présidence en améliorant la protection de nos frontières extérieures, le lien avec les pays d'origine et de transit et surtout en ayant des règles plus rigoureuses afin de lutter contre les mouvements secondaires et donc, mieux nous protéger. C'est exactement ça que nous voulons dans les prochains jours et prochaines semaines, finaliser au niveau européen.

Et c'est au moins aussi important que la loi que nous passons.

Journaliste

Le veto, enfin la décision par consensus ou à l'unanimité, a montré aujourd'hui toute sa perversité et je sais que vous faites partie des gens qui voulaient sortir de ce type de blocage. Ma question est pratique, je voudrais savoir comment vous allez faire pour modifier les traités puisque vous souhaitez que le processus d'élargissement et de modification des traités soit mené parallèlement dès lors que pour changer les traités, il faut décider à l'unanimité. Et au rythme où nous sommes partis le temps qu'on fasse cette conférence intergouvernementale, on aura sans doute de plus en plus de gouvernements populistes qui ne voudront pas changer cette règle de vote à l'unanimité. Donc, j'aimerais savoir si vous avez déjà pensé à une stratégie, pour sortir du blocage annoncé et du blocage de l'Europe qui est annoncé.

Deuxième question très pratique aussi concernant les obus, actuellement nos industriels enfin d'après ce que je lis dans la presse spécialisée, produisent suffisamment d'obus mais hélas, ils ne les vendent pas à l'Ukraine, ils les vendent à d'autres pays : l'Arabie Saoudite, les Qataris, les Emirats Arabes Unis, etc. sans notre contrat. Vous aviez dit il y a à peu près un an, si mes souvenirs sont bons, qu'il fallait passer en économie de guerre et l'économie de guerre, ça implique justement qu'on torde le bras de nos industries d'armement pour qu'ils fournissent les munitions à l'Ukraine. Quand est-ce que vous allez le faire ? Est-ce que vous allez continuer à regarder les munitions partir à destination de pays qui n'en ont pas, me semble-t-il, un besoin immédiat, si ce n'est pour taper peut-être sur les Yéménites ?

Emmanuel MACRON

Sur la deuxième question, ce n'est plus le cas. Il y a des matériels qui ont été livrés au moment du conflit et que nous discutons d'ailleurs. Et c'était des discussions aussi que nous avons favorisées entre l'Ukraine et ces pays pour pouvoir obtenir ces capacités. C'est ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui. Mais dire qu'aujourd'hui, il y a des obus ou des canons qui sont livrés à ces pays, c'est faux. Vraiment, on priorise à la fois nos propres capacités à nous régénérer parce que nous avons, nous, besoin aussi de maintenir nos propres capacités de défense. Donc ça, c'est, je dirais, le premier point.

Ensuite, livrer pour l'Ukraine. Il n'y a pas aujourd'hui de flux qui va vers ces pays. Il y a l'objectif face à ce qu'ils avaient accumulé dans les années précédentes. Et ça, c'est un travail que nous faisons en Européens, en lien avec d'ailleurs les Allemands, les Italiens et d'autres, pour pouvoir récupérer certains de ces matériels et pouvoir les diriger vers l'Ukraine. Et c'est là où il y a des résistances parce qu'ils ont peur du risque et que la tension qui s'est accrue ces derniers temps ne les conduise pas à se désarmer. Mais c'est ça la discussion, ce n'est pas du flux nouveau.

Ensuite, sur l'économie de guerre, nous ne sommes pas au bout de notre travail et là-dessus, je fais un point très régulier avec le ministre des Armées qui y passe beaucoup de temps. Certains industriels ont réussi à produire beaucoup plus vite, ce qui permet de répondre aux demandes importantes des Ukrainiens, mais aussi aux nôtres. D'autres restent sur des rythmes et des capacités qui sont encore insuffisantes et donc on a encore un très gros travail à faire. C'est pourquoi aussi, ce que nous avons fait en Européens aujourd'hui, ce sur quoi nous avançons, est clé parce qu'on peut emmener nos industriels à produire beaucoup plus vite si on leur donne de la visibilité sur nos commandes. Et c'est aussi pour ça qu'on a besoin d'acheter en Européens ce qu'on produit en Européens. La faiblesse de l'Europe a été que très longtemps, elle n'a pas suffisamment produit sur son sol et qu'elle a acheté du matériel non européen.

Sur votre première question, pour être clair, ce qui s'est passé ces deux jours : on a eu quelqu'un qui est sorti et qui n'a pas pris part au vote, qui s'est abstenu sur la décision liée à l'Ukraine, et le même qui a mis un veto sur le budget. Si on est très clairs. Donc on a eu deux situations différentes. C'est ce qui permet de dire pour l'une, il n'a pas bloqué, c'est un succès politique et on a pu avancer ; sur la deuxième, on est bloqué.

Alors on a des mécanismes pour se débloquer, on le sait bien. D'ailleurs, l'Europe, je pense, sous le contrôle collectif, l'a utilisée pour son propre budget du temps où les Britanniques étaient encore parmi nous et où David CAMERON avait bloqué le budget et il y avait tout un mécanisme de contournement. Donc nous savons faire. Et je vous renvoie à ces péripéties. Ça suppose quelques gymnastiques. Donc, nous saurons faire de toute façon.

Après, je pense que ce n'est pas bon et ça crée un système de défiance. Et la référence que je fais aux Britanniques montre qu'ensuite on se met dans des logiques, y compris nationales, qui sont plutôt des logiques centrifuges. Donc, je ne pense pas que ça doit bloquer tout le système et en tout cas, moi j'y tiens. Donc, on a des réponses institutionnelles et procédurales qui nous permettent de ne pas être totalement bloquées. Mais moi, je pense que ça a beaucoup de valeur de garder les gens engagés avec nous et de se dire : « on a des différences, on les connaît. » C'est ce qu'on a su faire pendant la pandémie, ce qu'on a su faire dès le début, depuis deux ans. Et donc c'est aussi pourquoi je crois à la valeur du dialogue respectueux. Et c'est l'investissement, je dirais politique et humain, que je fais avec le premier ministre ORBAN. Et donc pour le futur et l'avancée, ce qui m'importe, c'est : « qu'est-ce qu'on veut faire exactement ? » J'aurai l'occasion d'y revenir.

Moi, je veux une Europe, en tout cas, un périmètre européen plus large, c'est un peu ce qu'on a voulu penser déjà avec la communauté politique européenne. Je pense que sur des grands sujets structurants, l'Europe doit être en effet dans ce périmètre large quand on parle de défense, de géopolitique, de sécurité, d'énergie, de migrations. Et après, je pense qu'on a besoin d'une Europe plus resserrée quand on parle de marché unique. Et puis, peut-être de politique, on décide d'intégrer davantage. La question qu'on doit se poser, c'est est-ce qu'on a besoin ? Il y a deux façons de le faire. Est-ce qu'on doit changer complètement les traités de l'Union européenne pour le faire ou est-ce qu'on doit utiliser au maximum les flexibilités que les traités nous offrent et inventer des traités nouveaux à l'extérieur ? Ça peut aussi exister. Je pense en particulier que sur des sujets clés, c'est ce que j'ai demandé pour vous dire les choses en exclusivité au ministre de l'Économie et des Finances, je considère que sur l'union des marchés de capitaux, ça fait maintenant presque 10 ans qu'on patine. Essayons de voir si on n'a pas à une proposition, on est prêt à avancer à quelques-uns. C'est le principe même quand on a acté un blocage des coopérations renforcées. Je souhaite qu'on puisse aller dans ce sens sur certains des points. C'est comme ça qu'on fera avancer l'Europe. Et donc, je pense sur les sujets-là du moment, il faut essayer de tenir notre unanimité, d'avancer, de discuter, de travailler. Mais après, pour l'avenir, je pense qu'on a des leviers pour être très innovants, sans faire un grand bigbang des traités, et pour inventer des choses aussi à l'extérieur. Je peux peut-être prendre une dernière question.

Journaliste

On a entendu là avec la démarche d'Olaf SCHOLZ dont ça a été l'initiative de proposer à Monsieur ORBAN de sortir de la salle pour éviter un blocage. On a beaucoup entendu dire : on vit « un moment SCHOLZ ». Après tous ces mois où on a dit : l'Europe, il ne regarde pas, il est concentré sur des problèmes intérieurs, et puis, ce n'est pas son truc. Est-ce que vous vous trouvez qu'on vit « un moment SCHOLZ » ?

Ma deuxième question sur le Proche-Orient : comment voyez-vous la position collective des Européens évoluer depuis le 7 octobre, sur le cessez-le-feu notamment ? Est-ce que vous sentez un mouvement ? Est-ce que vous pensez que cette dynamique va se poursuivre et qu'à un moment donné, peut-être qu'à 25, 26, je ne sais pas, on pourrait arriver à quelque chose ou pas ?

Emmanuel MACRON

Sur le premier point, je ne ferai pas de commentaire politique. Ce n'est pas mon rôle. J'ai toujours, depuis le premier jour, travaillé très étroitement avec le chancelier SCHOLZ sur toutes les questions européennes et il a toujours été un partenaire engagé, sincère, partageant accord ou désaccord. C'est le coeur même de la relation franco-allemande, mais en tout cas, veillant à bâtir ensemble des compromis. Et pour ce qui est de ce sommet, je crois qu'on a tous oeuvré ensemble, là aussi avec le président MICHEL, et la présidente du conseil MELONI, le chancelier SCHOLZ et plusieurs autres dirigeants, le premier ministre RUTTE pour qu'il y ait un débat qui s'installe en lien avec la présidence espagnole, un débat qui s'installe et que le premier ministre ORBAN soit respecté. Et à la fin, on est arrivé de manière concertée à proposer la solution qu'il avait lui-même susurrée. Je vous invite à lire ce qu'il avait lui-même dit dans les colonnes de vos collègues du Point. Il avait dit exactement ce que nous avons fait. Il n'y a pas de surprise de ce qui s'est passé à cet égard. Il dit qu'il était contre, mais qu'il ne bloquerait pas. C'est exactement ce qui s'est passé. Bon, ça nous permet d'avancer. C'est pour ça que je ne suis pas non plus triomphaliste aujourd'hui. Mais je pense que ça aurait pu être pire et c'est un bon point pour les Ukrainiens qui en ont besoin aujourd'hui. Mais ça veut dire qu'il faut continuer et que derrière, il faut continuer tous, à s'engager. Il aurait tort lui-même d'être triomphaliste aussi sur les autres sujets. On travaille. C'est un point d'étape qui a permis de lever des ambiguïtés et de préparer des bonnes décisions dans les mois à venir.

Sur ce qui est du Proche-Orient, je pense quand même quand je vois les choses que juste après le dernier Conseil européen, la France était l'un des seuls pays de l'Union à voter aux côtés de la Jordanie, une résolution qui, pour la première, appelait une trêve puis un cessez-le-feu. Je constate que la quasi-totalité, à l'exception de quelques-uns, s'est abstenue ou a voté à nos côtés la dernière résolution qui va dans ce sens. Donc on est quand même tous en train de progresser dans la même direction. Et je me félicite que le choix que la France a fait parmi les premiers d'acter justement un cessez-le-feu, une demande de cessez-le-feu, enfin, une trêve immédiate conduisant à un cessez-le-feu. C'était le terme exact de ce que nous avons fait et d'engager une discussion avec l'ensemble des pays du Sud et de la région est suivie par de plus en plus de partenaires. J'ai insisté sur le point qu'il nous fallait très vite avoir une position plus cohérente sur ce sujet et avancer. Donc je suis plutôt confiant.

Maintenant, je pense qu'il ne faut pas en faire un objectif en soi. Ce qui m'importe plus, c'est qu'en Européens on ait une réponse très concrète et de coordination sur les questions sécuritaires. C'est la proposition que j'ai faite sur la mer Rouge et Ormuz. Qu'on ait une réponse concrète ensemble sur l'humanitaire et qu'on ait un travail commun sur la solution politique. Je crois plus à ça qu'à des textes communs. Et honnêtement, on est plus utile à faire cela qu'à faire des textes communs avec des mots. Parce que c'est la guerre.

Journaliste

Two questions in English, if possible. The failure last night to agree on funding for Ukraine, what does that mean for Europe's relationship with ZELENSKY and for the war more broadly? And one question on the Middle East following on my colleague's question. Is a European consensus possible on a ceasefire on policy toward Israel and Palestine?

Emmanuel MACRON

Look, first, I do hope there is a possible consensus on a ceasefire. I think we should focus our energy on what makes sense and it is important for people on the ground. And this is why we work very hard to create the... I mean, broader possible consensus on our initiative, peace and security for all, release of hostages, coordination and cooperation on security. And I think what makes sense and is important is the cooperation of Europeans to fight against terrorism in the region and to coordinate ourselves in Red Sea, Ormuz, and so on in order to have concrete actions together. Work collectively and concretely to bring humanitarian aid and humanitarian support to help Gaza people and work together for a two-state solution. And I think this is our top priority and it's much more important. But France will support all the resolutions and will try to work hard beyond Europe to convince Israel to have a truce guiding to a ceasefire and building this international consensus.

As for the Europeans, I think let's be very precise. Yesterday, it was a failure of a revision of our budget because of the veto put on the table by Hungary. But this is not a veto, paradoxically, on the funding for Ukraine because we do have a mechanism to fund Ukraine. We have 18 billion we can raise on the market. It's a QMV decision. It's not unanimity. And it was what we negotiated last year. So, I think we can fund Ukraine if we are not totally blocked next year. So, I think the perspective in this regard, what Prime Minister ORBAN tried to present after yesterday, honestly, is dishonest. He blocked the whole box, meaning he blocked financing for migration. He blocked de facto grants for Ukraine, but we can have loans and financing for next year. And he blocked as well some very critical issues... our ability to finance interest rates and so on in a more sophisticated way, less expensive for countries. And he blocked some mechanism, for instance. I think, honestly, about Slovakia, because Slovakia was waiting this box to get concrete money at the end of this year, and it was blocked by the decision of Prime Minister ORBAN. I think it's a bad decision for Slovakia. And I do regret it. But we are not blocked for Ukraine, concretely. We are blocked to provide perspective on a multiyear framework for 4 years. But for next year, we are not blocked. This is why I think Prime Minister ORBAN has a strong incentive to converge and find with us a good consensus for our budget and the revision beginning next year.

Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs. Bon courage à tous et je souhaite de bonnes fêtes de fin d'année à celles et ceux que je ne reverrai pas. Merci beaucoup.